

**ACCORD CADRE DE SERVICE RELATIF AUX PRELEVEMENTS ET ANALYSES DU
CONTROLE SANITAIRE DES EAUX EN CORSE**

N°ARSCORSE012025 du 21/03/2025

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(C.C.A.P.)

Commun à l'ensemble des lots.

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert
(article R2161-2 et suivants du code de la commande publique)

ARS Corse
Direction Comptable et Financière
Affaires Générales, Immobilières et Juridiques
Quartier Saint Joseph
CS 13003
20 700 AJACCIO Cedex 9

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DE LA PERSONNE PUBLIQUE CONTRACTANTE	3
ARTICLE 2 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE ET DISPOSITIONS GENERALES	3
2.1 : OBJET DE L'ACCORD- CADRE	3
2.2 : LIEU D'EXECUTION	4
2.3 : ALLOTISSEMENT	4
2.4 : PROCEDURE, FORME ET ETENDU DE L'ACCORD-CADRE	4
2.5 : DUREE DU MARCHE ET MODALITES ED RECONDUCTION	4
2.6 : BONS DE COMMANDE	5
2.7 : CLAUSE DE REEXAMEN	5
2.8 : PRESTATIONS SIMILAIRES	5
ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 4 : DELAIS D'EXECUTION OU DE LIVRAISON	6
4.1. DELAIS MAXIMUMS	6
4.2. PROLONGATION DES DELAIS	6
ARTICLE 5 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
5.1 DISPOSITIONS GENERALES	7
5.2 ACCES AUX ETABLISSEMENTS – IDENTIFICATION	7
5.3 VERIFICATION ET ADMISSION	8
5.4 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	8
ARTICLE 6 :PRIX DE L'ACCORD-CADRE	8
6.1 NATURE ET CONTENU DES PRIX	8
6.2 PRIX DE REFERENCE	8
6.3 PRIX DE REGLEMENT	9
6.4 REVISION DES PRIX	9
6.5 CLAUSE BUTOIR	10
ARTICLE 7 : MODALITE DE REGLEMENT ET FACTURATION	10
ARTICLE 8 : NON PAIEMENT DES PRESTATIONS	11
ARTICLE 9 : PENALITES	11
ARTICLE 10 : ASSURANCES	12
ARTICLE 11 : RESILIATION DES MARCHES ET EXECUTION PAR DEFAULT	12
11.1 : RESILIATION	12
11.2 : EXECUTION PAR DEFAULT	13
ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE	13
ARTICLE 13 : DROIT ET LANGUE	14
ARTICLE 14 : OBLIGATION D'INFORMATION DU TITULAIRE	14
ARTICLE 15 : CLAUSE DE CONFIDENTIALITE	15
ARTICLE 16 : DOCUMENTATION	16
ARTICLE 17 : REGIME GENERAL DE PROTECTION DES DONNEES	16
ARTICLE 18 : REGLEMENT DES LITIGES	17
ARTICLE 19 : CONTENTIEUX	17
ARTICLE 20 : DEROGATIONS AU CCAG-FCS	17

ARTICLE 1 : Identification de la personne publique contractante

Nom et adresse de l'institution :

Agence Régionale de Santé de Corse
Quartier Saint Joseph
CS 13003
20 700 Ajaccio Cedex

désignée dans la présente consultation « ARS Corse ».

L'ARS Corse :

- est un établissement public de l'Etat à caractère administratif ;
- de catégorie : Etablissement public national ;
- avec une activité principale : Santé.

L'ARS Corse est représentée par Madame Marie-Hélène LECENNE, Directrice Générale nommée par décret en Conseil des ministres du 20 mars 2019.

ARTICLE 2 : Objet de l'accord-cadre et dispositions générales

2.1 : Objet de l'accord- cadre

Ce marché passé en appel d'offres ouvert porte sur la réalisation des prélèvements et analyses dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux par l'Agence Régionale de Santé de Corse à savoir :

- Des prélèvements d'échantillons d'eau et des analyses réalisées sur site dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux : eaux destinées à la consommation humaine (eaux fournies par un réseau de distribution public ou privé, eaux utilisées dans les entreprises alimentaires, eaux servant à la fabrication de glace alimentaire ...), eaux de source ou rendue potable par traitement conditionnées, eaux minérales naturelles (conditionnées, utilisées à des fins thérapeutiques dans un établissement thermal ou en buvette publique), eaux de piscine, eaux de baignade (y compris les eaux de baignade artificielle) ;
- D'analyses réalisées en laboratoire sur les échantillons d'eau prélevés dans le cadre de ce contrôle ;
- Du transfert des échantillons prélevés vers le laboratoire chargé de procéder à leur analyse ;
- Du transfert des alertes et des résultats aux services départementaux de l'ARS de Corse ;
- De la transmission des alertes et résultats aux exploitants ;
- De la mise à disposition de l'ARS de Corse de matériel pour réaliser des mesures de terrain et/ou des prélèvements en vue d'analyse.

Les personnes bénéficiaires du présent accord-cadre sont :

- les personnes responsables de la production ou de la distribution des eaux fournies par un réseau de distribution public ou privée offrant de l'eau au public ;
- les personnes responsables d'une eau de baignade et de piscines ;
- les exploitants d'une entreprise alimentaire, d'une usine de conditionnement ou d'un établissement thermal.

Les prestations définies par l'accord-cadre sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes.

2.2 : Lieu d'exécution

Les prestations seront exécutées en Corse-du-Sud et en Haute Corse.

2.3 : Allotissement

Le marché comporte trois lots géographiques et techniques comme suit et conformément à l'article L.2113-10 du CCP :

- Lot n°1 : Prélèvements et analyses des eaux destinées à la consommation humaine, des eaux de source conditionnées et des eaux de loisirs dans le département de la Corse du Sud (2A) ;
- Lot n°2 : Prélèvements et analyses des eaux destinées à la consommation humaine, des eaux de source conditionnées et des eaux de loisirs dans le département de la Haute-Corse (2B) ;
- Lot n°3 : Prélèvements et analyses des eaux minérales naturelles conditionnées, utilisées à des fins thérapeutiques dans un établissement thermal ou distribuées en buvette publique dans les départements de Corse du Sud et de Haute-Corse.

Les candidats peuvent soumissionner à un seul lot, à plusieurs lots ou à tous les lots.

2.4 : Procédure, forme et étendu de l'accord-cadre

Forme	Accord cadre mono-attributaire par lot
Type	Accord-cadre à bons de commande
Minimum / maximum	Sans minimum/ Maximum de 8 millions d'€HT pour la durée totale
Procédure	Formalisée : Appel d'Offres Ouvert
Types de prix	Prix unitaires
Tranches	Non
Options	Non
Variantes	Non

2.5 : Durée du marché et modalités ed reconduction

Durée initiale	12 mois
Date de démarrage exécution	01/01/2026
Reconductible	Oui
Nombre reconduction	3
Durée de chaque reconduction	12 mois
Type de reconduction	Tacite
Durée maximale	48 mois
Durée validité bons de commande	La durée de validité d'un bon de commande pourra excéder celle de la durée de l'accord-cadre dans la limite de trois mois à condition que le bon de commande ait été établi avant la date d'expiration de l'accord-cadre. Aucun bon de commande ne pourra être émis après l'échéance de l'accord-cadre.

2.6 : Bons de commande

Les prestations font l'objet de bons de commande notifiés par l'ARS Corse au fur et à mesure des besoins.

Au minimum, un bon de commande annuel est transmis au titulaire.

Chaque bon de commande précise :

- la référence du présent accord-cadre ;
- la nature et la description des prélèvements et analyses à réaliser ;
- les délais d'exécution (dates de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prélèvements et analyses ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Le délai d'exécution de chaque bon de commande commence à courir à compter de la date de sa notification au titulaire.

La durée maximale d'exécution des bons de commande est de 12 mois.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Seuls les bons de commande signés par l'ARS Corse sont valables.

En cas de co-traitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement.

2.7 : Clause de réexamen

2.7.1 : Evolution technologique

En cas d'évolution technologique ou de changement de technique, le titulaire a la possibilité, après accord de l'ARS Corse, de modifier ou remplacer les prestations faisant partie d'un lot par des prestations, notamment des analyses, jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins, sans supplément de prix.

Dans ce cas, le titulaire est tenu de produire un certificat indiquant :

- d'une part, que cette nouvelle technologie ou technique se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique, de changement de technique,
- d'autre part, que le prix fixé au bordereau des prix unitaires du lot concerné pour l'ancienne technologie ou technique est maintenu pour la nouvelle.

2.7.2 : Evolution de la réglementation

Les marchés sont élaborés sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si, à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution d'un ou plusieurs lots, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à se rapprocher du pouvoir adjudicateur pour étudier les conditions de prise en compte de ces actes.

Le pouvoir adjudicateur passera éventuellement un avenant au lot concerné afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation ainsi que les nouveaux prix.

2.8 : Prestations similaires

En application de l'article R.2122-7 du CCP, un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence pourra être passé avec le titulaire pour des prestations similaires, si cela s'avère nécessaire. Ce nouveau marché sera alors négocié directement avec le titulaire qui proposera une offre technique et financière correspondante.

ARTICLE 3 : Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre, qui en cas de dispositions contradictoires prévalent dans l'ordre décroissant, sont les suivantes pour chacun des lots :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le bordereau de prix (BPU) en annexe 1 de l'acte d'engagement ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Les annexes 1 à 5 du CCTP ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés public de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance si existants ;
- Le mémoire d'offre du titulaire.

Le présent accord-cadre, constitué des documents contractuels définis supra, exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent accord cadre prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la personne publique et le titulaire préalablement à la signature du présent accord-cadre.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent accord-cadre. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Seuls les documents originaux conservés dans les archives de l'ARS Corse font foi.

ARTICLE 4 : Délais d'exécution ou de livraison

4.1. Délais maximums

Les délais maximums d'exécution des prestations sont définis aux articles 19 et 20 du CCTP.

4.2. Prolongation des délais

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG FCS, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'ARS Corse en cas d'impossibilité par le titulaire de respecter les délais d'exécution du fait de l'ARS Corse ou d'un événement ayant le caractère de force majeure, mais également dans les cas suivants :

- indisponibilité de la personne responsable de la production ou de la distribution (PRPDE) ;
- refus d'accès par le propriétaire ou l'exploitant ;
- incident technique sur une installation ;
- inaccessibilité du site de prélèvement ;
- arrêt de la distribution d'eau.

Le titulaire en avise, exclusivement par courriel, l'ARS Corse dans les 5 jours en lui indiquant les causes exactes faisant obstacles à l'exécution de la prestation. L'ARS Corse notifie sa réponse par courriel au titulaire dans un délai de 10 jours. Si l'ARS Corse vérifie que l'impossibilité de respecter les délais est avérée, elle propose un nouveau délai au titulaire pour l'exécution de la prestation non effectuée.

ARTICLE 5 : Conditions d'exécution des prestations

5.1 Dispositions générales

Les prestations sont conformes aux stipulations de l'accord-cadre, ainsi qu'aux normes et spécifications techniques applicables en vigueur à la date de notification de l'accord-cadre.

Concernant le personnel d'exécution, les prestations sont effectuées sous la direction du titulaire qui doit se conformer strictement :

- aux prescriptions des CCAP et CCTP et ses annexes pour l'exécution des prestations ;
- aux lois, décrets, arrêtés, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs en situation irrégulière ;
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale ;
- à l'ensemble des consignes intérieures, formulées par écrit ou oralement par l'ARS Corse en cours d'exécution de l'accord-cadre dans le respect du CCTP.

Le titulaire doit fournir la liste nominative des employés, ainsi que leur qualification, dans les 8 jours à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Elle doit être tenue à jour et faire mention des modifications qui peuvent intervenir dans la composition de l'équipe.

Tout changement de personnel affecté à la réalisation de l'accord-cadre doit être soumis préalablement à l'appréciation de l'ARS Corse.

Le titulaire est tenu d'informer l'ARS Corse du nom et des qualifications des agents chargés des prélèvements d'eau préalablement à l'intervention de ces derniers. L'ARS Corse peut demander des preuves de la compétence des préleveurs en cours d'exécution de l'accord-cadre.

La désignation des préleveurs est soumise à l'approbation de l'ARS Corse.

L'ARS Corse est en droit de refuser ou de demander le retrait des agents chargés des prélèvements qui ne donneraient pas satisfaction dans l'exécution des prestations ou qui ne peuvent justifier d'une formation ou d'une compétence en matière de prélèvement d'eau. L'ARS Corse peut également demander le retrait de tout personnel qui ne se conforme pas aux dispositions de l'article 8 du présent CCAP.

Le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelle que cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations, ainsi que des vols qui peuvent être commis par ses agents.

5.2 Accès aux établissements – Identification

Pour l'exécution de l'accord-cadre, les personnels du titulaire doivent être identifiés par tout moyen à leur disposition et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire de l'accord-cadre, ou être mandatés par elle.

Pour l'exécution de l'accord-cadre, les personnels du titulaire ont accès aux locaux désignés par l'ARS Corse. Il incombe néanmoins au titulaire de se renseigner sur les conditions et modalités d'accès aux lieux de prélèvement.

Le personnel du titulaire est soumis au règlement intérieur des lieux de prélèvement et doit se conformer aux règles d'hygiène et de sécurité.

Il est notamment interdit au personnel du titulaire :

- d'amener sur les lieux de travail des enfants, des personnes étrangères à l'entreprise ou des animaux ;
- d'utiliser le téléphone, les équipements bureautiques à des fins personnelles ;
- de détenir et consommer des boissons alcoolisées ;
- de provoquer du désordre d'une façon quelconque ;
- de manquer de respect aux occupants et aux visiteurs de l'immeuble.

L'ARS Corse se réserve le droit d'interdire l'accès des locaux et de demander au titulaire de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour le remplacement des agents affectés sur le site et jugés indésirables ou ne donnant pas satisfaction.

5.3 Vérification et admission

5.3.1 Opérations de vérification

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies sont effectuées par un représentant de l'ARS Corse dans un délai de 15 jours à compter de la date de livraison, conformément aux articles 22, 23 et 24 du CCAG-FCS mentionné ci-avant.

5.3.2 Admission

L'admission est prononcée par le représentant de l'ARS Corse habilité à cet effet dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG-FCS.

5.4 Conditions particulières d'exécution

Ces conditions sont développées dans le CCTP commun aux trois lots.

ARTICLE 6 :Prix de l'accord-cadre

6.1 Nature et contenu des prix

L'unité monétaire applicable au présent accord-cadre est l'Euro.

Les prix de prélèvement sont réputés comprendre : l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que tous les frais afférents aux prélèvements, analyses de terrains, au déplacement, aux flaconnages, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport, à la prise en charge des échantillons et à la transmission des mesures de terrain à la Délégation départementale de l'ARS.

Les prix d'analyse sont réputés comprendre : l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que tous les frais afférents aux analyses de laboratoire, à la prise en charge, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport et à la transmission informatique et l'envoi des résultats d'analyses.

Ainsi, il ne peut être facturé aux entités qui supportent la charge du coût du contrôle sanitaire aucun frais supplémentaire que ce soit en quantité et/ou en valeur.

6.2 Prix de référence

Les prix de référence de chaque marché sont les prix unitaires HT qui figurent dans les bordereaux des prix unitaires de chaque lot.

La combinaison de plusieurs types d'analyse simultanés sur un même point de surveillance n'entraîne la facturation que d'un seul prélèvement.

Les prix des prestations faisant l'objet de chaque marché sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres : juin 2025. Ce mois est dénommé M₀.

6.3 prix de règlement

Conformément à l'article R.2112-13 du Code de la commande publique, les prix sont révisibles. La révision de prix s'effectue annuellement à la date d'anniversaire de la notification du marché.

6.4 Révision des prix

Les prix, tels qu'indiqués au bordereau des prix unitaires, sont maintenus de la notification de l'accord-cadre au 31 décembre 2026, soit la 1ère année d'exécution. Par la suite, en cas de reconduction, les prix sont révisés annuellement selon la méthode de calcul explicitée ci-dessous.

6.4.1 Formule de révision des prix :

Les prix des prélèvements et des analyses sont révisibles par application de la formule suivante :

$$P = P_0 [0,15 + 0,55 (S / S_0) + 0,30 (FSD3 / FSD3_0)]$$

P = prix de la prestation révisé ;

P₀ = prix de la prestation au mois M₀ ;

S = indice Syntec en vigueur à la date de la révision des prix du marché ;

S₀ = indice Syntec en vigueur au mois M₀ ;

FSD3 = indice "frais et services divers" en vigueur lors de la révision de prix ;

FSD3₀ = indice "frais et services divers" en vigueur au mois M₀.

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

L'indice pris en compte est celui utilisé lors de la révision précédente (indice de base) et le dernier indice publié lors du calcul de la révision.

6.4.2 Modalités de réalisation de la révision

Le titulaire procède à la révision des prix par application de la formule ci-dessus.

Le titulaire transmet à l'ARS Corse, au plus tard le 1er décembre de chaque année, les éléments retenus pour la révision des prix (coefficient de revalorisation des prix, méthode de calcul, valeur des indices retenus pour déterminer ce résultat) et mentionne les nouveaux tarifs applicables aux analyses, paramètres et actes de prélèvement à l'adresse suivante :

ars-corse-affaires-generales@ars.sante.fr

L'ARS Corse dispose d'un délai de deux semaines pour s'opposer à la révision des tarifs proposée en application du coefficient de révision.

En cas de désaccord sur les prix révisés, les parties échangeront pour trouver un accord.

Les nouveaux prix sont ensuite notifiés signés des deux parties au titulaire par l'ARS Corse. Ils viennent mettre à jour l'annexe financière de l'acte d'engagement (BPU) et sont applicables à compter de la date anniversaire du démarrage de l'exécution de l'accord-cadre, soit le 1er janvier, à toutes les prestations commandées à partir de cette date jusqu'au 31 décembre.

En effet, par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG-FCS, la révision de prix n'affecte pas les bons de commandes notifiés avant la date d'application des nouveaux prix.

La révision de prix ne donne pas lieu à la conclusion d'un avenant.

Si les prix résultant de l'application de la formule de révision entraînent une augmentation des prix supérieure à 3% par rapport à l'année précédente, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre sans indemnités sur la partie restant à exécuter.

6.5 Clause butoir

Plafond des tarifs applicables aux prestations relatives aux eaux destinées à la consommation humaine, eaux minérales naturelles, eaux conditionnées, eaux de piscine et eaux de baignade :

Le tarif des prélèvements doit être conforme aux dispositions prévues dans l'arrêté du 23 novembre 2011 fixant le tarif des prélèvements des eaux destinées à la consommation humaine, des eaux minérales naturelles, des eaux conditionnées, des eaux de piscine et des eaux de baignade (NOR : ETSP1131825A). Le dépassement de ces tarifs plafonds entraînera la non-reconduction annuelle de l'accord-cadre sauf accord négocié.

ARTICLE 7 : Modalité de règlement et facturation

Par dérogation à l'article 11 du CCAG-FCS, ces marchés présentent une spécificité en termes de règlement des comptes en raison des dispositions du Code de la santé publique.

Aux termes de l'article L1321-5 du code de santé publique (CSP) : « *Le contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine, qui relève de la compétence de l'Etat, comprend notamment des prélèvements et des analyses d'eau réalisés par l'agence régionale de santé ou un laboratoire agréé par le ministre chargé de la santé. [...] Le laboratoire est choisi par le directeur général de l'agence régionale de la santé. [...] Le directeur général de l'agence régionale de santé est chargé de l'organisation du contrôle sanitaire des eaux. Il passe à cet effet, avec un ou des laboratoires répondant aux conditions du premier alinéa, le marché nécessaire. Il est le pouvoir adjudicateur du marché. Le laboratoire titulaire du marché, est chargé de recouvrer les sommes relatives aux prélèvements et analyses du contrôle sanitaire des eaux auprès de la personne publique ou privée responsable de la production ou de la distribution d'eau. »*

Aux termes de l'article L1332-6 du CSP : « *Les frais correspondant aux obligations de la personne responsable de l'eau de baignade prévues par l'article L. 1332-3 et au contrôle sanitaire dans les conditions définies à l'article L. 1321-5 sont à la charge de cette personne. »*

Aux termes de l'article L1332-9 du CSP : « *Les frais correspondant aux obligations de la personne responsable d'une piscine ou d'une baignade artificielle prévues au présent chapitre sont à la charge de cette personne. Les conditions relatives aux dépenses du contrôle sanitaire sont définies à l'article L1321-5 »*.

Aux termes de l'article L.1322-13 et R.1322-44-5 : « *Les frais des prélèvements et des analyses de la surveillance et du contrôle sanitaire de l'eau minérale naturelle prévus à la présente sous-section sont fixés selon les modalités mentionnées au second alinéa de l'article R. 1321-19. Ils sont à la charge de l'exploitant. »*

Ainsi le comptable public n'est pas chargé du règlement des dépenses liées au présent accord-cadre. Le laboratoire agréé recouvre les sommes relatives aux prélèvements et analyses des eaux.

Le pouvoir adjudicateur est dégagé de toute responsabilité en cas de non-paiement des factures par les personnes responsables de la production ou de la distribution d'eau ou les personnes responsables de piscines, de baignades, de baignades artificielles, ou les personnes

responsables de la production et du conditionnement d'eau minérale naturelle ou d'eau de source.

Le paiement se fait par les personnes précitées en lieu et place du comptable public par dérogation au décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (cf. section 2) et du Code de la Commande publique, en application des articles L.1321-5, L.1332-6, L.1332-9 et L.1322-13 du Code de la santé publique.

Dès lors il n'y aura ni avances, ni acomptes versés. Aucun exemplaire unique ou certificat de cessibilité constituant les pièces justificatives en cas de cession ou nantissement de créance ne seront délivrés par le comptable public.

En cas de groupement, la facturation des frais d'analyse et de prélèvement est assurée par le mandataire de ce groupement.

Les factures seront établies en un original et deux copies et elles comporteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les noms, n° Siret et adresse du créancier,
- les références bancaires telles qu'elles figurent sur l'acte d'engagement,
- les numéros du marché et du bon de commande,
- le détail de la prestation facturée,
- le taux de la T.V.A,
- les montants Hors taxes et Toutes taxes comprises,
- le type d'analyse,
- le numéro d'analyse du laboratoire,
- le code prélèvement dans SISE-eaux ou SISE-baignade,
- la date de prélèvement,
- le numéro et le nom du point de surveillance.

ARTICLE 8 : Non paiement des prestations

Le non-paiement des prestations par la personne publique ou privée responsable de la production ou de la distribution d'eau, par l'exploitant d'une piscine, d'une baignade ou d'une baignade artificielle, ou par la personne responsable de la production et du conditionnement d'eau minérale naturelle, n'exonère pas le titulaire de l'obligation de réaliser la prestation telle qu'elle est décrite dans le CCTP.

Article 9 : Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsqu'un délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 50 €HT par jour calendaire de retard.

Les sommes dues par le titulaire en cas d'application des pénalités sont recouvrées par l'agent comptable de l'ARS Corse en charge de l'accord-cadre, l'application des sanctions en cas de manquement du titulaire aux obligations contractuelles incombant au pouvoir adjudicateur et non au responsable de la production ou de la distribution d'eau ou à l'exploitant.

ARTICLE 10 : Assurances

Le titulaire de chaque marché doit produire dans les 15 jours suivant la notification du marché concerné une attestation d'assurance couvrant les risques liés à l'exécution des prestations.

Il doit ainsi apporter la preuve qu'il bénéficie d'une couverture d'assurance de responsabilité civile couvrant les dommages matériels, corporels et immatériels consécutifs et non consécutifs causés aux tiers pendant et après l'exécution des prestations.

Cette attestation doit émaner exclusivement d'une compagnie d'assurances, d'un agent général, ou d'une mutuelle.

Elle doit comporter au minimum les indications suivantes :

- nom de l'assuré,
- montant des garanties pour les dommages matériels, corporels, immatériels consécutifs et non consécutifs,
- montant des franchises éventuelles,
- activités exactes garanties,
- durée et date de l'attestation.

Le titulaire s'engage formellement à avertir le pouvoir adjudicateur de tout changement d'assureur en cours d'exécution des prestations, pour quelque motif que ce soit, et à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation conformément aux modalités décrites ci-dessus.

Ces dispositions s'imposent aux sous-traitants et aux cotraitants s'il y a groupement.

L'absence de couverture en assurance entraînera la résiliation du marché concerné aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 11 : Résiliation des marchés et exécution par défaut

11.1 : Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet des marchés, par une décision de résiliation.

Dans les cas prévus aux articles 30 (résiliation pour événements extérieurs au marché), 31 (résiliation pour événements liés au marché) et 32 (résiliation pour faute du titulaire) du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas indemnisé des conséquences de la résiliation.

Les marchés peuvent être résiliés aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, notamment pour les cas indiqués à l'article 32 du CCAG-FCS, ainsi que ceux indiqués ci-dessous :

- lorsque le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations contractuelles dans les délais prévus ou après mise en demeure de façon répétée,
- en cas de perte ou de suspension partielle ou totale de l'agrément,
- en cas de violation de la clause de confidentialité.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général (article 33 du CCAG-FCS), le titulaire a droit au paiement d'une indemnité pour le préjudice qu'il subit du fait de cette décision. Cette indemnité est fixée à 5 % du montant HT des prestations facturées l'année précédant la résiliation.

Toutefois, aucune indemnité n'est due si la résiliation est suivie de l'attribution, par le pouvoir adjudicateur, d'un nouveau marché au titulaire.

11.2 : Exécution par défaut

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché concerné ou sur le bon de commande, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de passer commande auprès d'un autre prestataire, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût au titulaire défaillant.

Article 12 : Sous-traitance

En vertu des dispositions de l'article 12 de l'arrêté du 5 juillet 2016 relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux, modifié par les arrêtés du 11 janvier 2019, du 6 avril 2020, du 25 février 2021 et du 30 décembre 2022 :

« La réalisation et le transport des prélèvements, et la réalisation des analyses de paramètres peuvent être sous-traités, pendant la période couverte par le marché public prévu aux articles L. 1321-5 et L. 1322-13 du code de la santé publique, pour une durée n'excédant pas 9 mois consécutifs en cas d'incapacité provisoire et partielle du laboratoire. Ils ne peuvent être sous-traités qu'auprès d'un autre laboratoire agréé pour les prélèvements et les analyses des paramètres considérés. La sous-traitance doit faire l'objet d'un accord préalable du directeur général de l'agence régionale de santé. Dès lors que cette sous-traitance dépasse 9 mois consécutifs, le marché public peut être résilié par le directeur général de l'agence régionale de santé. »

Si une telle demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou en cours d'exécution du marché (pour une période inférieure à 9 mois comme précisé par l'arrêté du 5 juillet 2016 modifié), le titulaire, préalablement à toute mise en place d'une sous-traitance, devra transmettre l'ensemble des pièces ci-dessous au pouvoir adjudicateur par courrier recommandé avec accusé de réception. Il devra préciser les paramètres concernés, les prélèvements sous traités, le laboratoire proposé et la durée probable de la sous-traitance.

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire devra ainsi produire une déclaration spéciale contenant les renseignements suivants (type formulaire DC4) :

- la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- la durée probable de la sous-traitance,
- l'ensemble des pièces listées à l'article 5 du règlement de la consultation ;
- une note de présentation du sous-traitant avec tous les justificatifs permettant d'attester de la capacité de celui-ci pour les services considérés.

Le non-respect des obligations par le titulaire est un motif de résiliation du marché aux torts du titulaire, conformément à l'article 32 du CCAG-FCS.

Ce n'est qu'après acceptation du sous-traitant et de l'agrément des conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur que le titulaire pourra sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché. Il est rappelé que le titulaire reste responsable de l'exécution de son marché, même s'il en sous-traite une partie et qu'il est tenu de coordonner les prestations de ses sous-traitants.

Le respect des dispositions de l'arrêté du 5 juillet 2016 modifié est impératif. Toute méconnaissance de ces dispositions entraînera la résiliation du marché concerné.

Aussi, le pouvoir adjudicateur exprime sa préférence pour un recours à la cotraitance.

ARTICLE 13 : Droit et langue

En cas de litige et de contentieux, le droit français est seul applicable.

Tous les documents, fiches techniques, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

ARTICLE 14 : Obligation d'information du titulaire

Le titulaire a une obligation générale de conseil et d'information à l'égard du pouvoir adjudicateur. Il est tenu de satisfaire à son obligation de conseil par toutes recommandations écrites ou orales et doit notamment attirer son attention sur toutes nouvelles obligations législatives ou réglementaires dans les domaines objet des présents marchés. Les recommandations orales seront confirmées par un écrit.

Le titulaire s'engage notamment à :

- fournir au pouvoir adjudicateur tous les conseils et mises en garde utiles pour permettre la bonne exécution des prestations ;
- prendre connaissance de toute contrainte et de toute information nécessaire à la bonne exécution des prestations du marché concerné ;
- prendre connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques communiqués avant et pendant la réalisation des prestations ;
- solliciter toute réunion qui se révélerait utile à l'exécution des prestations.

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager le titulaire,
- à la forme juridique du titulaire,
- à la raison sociale du titulaire ou à sa dénomination,
- à son siège social,
- à son capital social,
- à toutes autres modifications importantes du fonctionnement du titulaire,
- aux agréments nécessaires.

En cas de changements dans l'entreprise affectant ou non sa forme juridique, sous peine du renvoi sans autre formalité de ses factures éventuellement en instance, le titulaire s'engage formellement :

- à en informer ou à en faire informer directement et immédiatement le pouvoir adjudicateur,
- à fournir alors dans les délais les plus brefs au pouvoir adjudicateur les documents indiqués aux articles 14.1 et 14.2 du présent CCAP.

14.1 Changements dans la structure de l'entreprise n'affectant pas sa forme juridique

En cas de changement de raison sociale ou de dénomination sociale : fournir soit un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'assemblée générale de la société, soit une copie ou une photocopie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

En cas de changement de siège social ou domicile, de capital social, de personnes ayant le pouvoir de diriger l'entreprise et de l'engager vis-à-vis des tiers : notifier ces modifications par écrit.

En cas de changement de compte à créditer : fournir une lettre accompagnée du nouveau relevé d'identité du compte à créditer.

14.2 Changement dans la structure de l'entreprise entraînant ou non la création d'une nouvelle personne morale

En cas de modification de la forme juridique du titulaire n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale (transformation régulière de la société ou participation de la société à un groupement d'intérêt économique sans lui faire apport du marché concerné) : notifier cette modification par écrit.

En cas de changement portant transfert de l'exécution d'un titulaire à un autre (participation de la société à un groupement d'intérêt économique en lui faisant apport du marché concerné, entreprise donnée en gérance libre) ou de changements importants entraînant la création d'une nouvelle personne morale (fusions, absorption, scissions), fournir :

- un extrait K BIS mis à jour,
- une copie du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire,
- un extrait du journal d'annonces légales relatant la décision (avec les dates de parution et références du journal),
- la déclaration du candidat (formulaire DC2),
- une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'Urssaf ;
- une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) et qui peut être obtenue :
 - o en ligne via le compte fiscal (espace abonné professionnel) pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés (IS) et assujetties à la TVA ;
 - o auprès du service des impôts via le formulaire n° 3666 pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu, notamment les entrepreneurs individuels (artisan, micro-entrepreneur par exemple) ;
- un certificat attestant de la régularité de sa situation au regard de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés.
- un pouvoir de la personne habilitée à représenter l'entreprise et à signer,
- un relevé d'identité du compte à créditer.

ARTICLE 15 : Clause de confidentialité

Par dérogation aux articles 5.1 et 5.2 du CCAG-FCS, le titulaire de chaque marché est tenu à la plus stricte confidentialité concernant la communication d'informations relevant de l'exécution dudit marché.

Le titulaire ne peut faire aucun usage commercial des résultats, des documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution de chaque marché.

Le titulaire s'engage à traiter les informations confidentielles avec le même degré de protection qu'il accorde à ses propres informations confidentielles de même importance.

Le titulaire s'engage à garder les informations confidentielles et à ce qu'elles ne soient pas divulguées, ni susceptibles de l'être directement ou indirectement à tout tiers.

Le titulaire s'engage à ne pas porter atteinte, en aucune façon, aux droits de propriété intellectuelle portant sur les informations confidentielles.

Le titulaire s'engage à ce que les informations confidentielles ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées, en partie ou en totalité, lorsque de telles copies, reproductions ou duplications ne sont pas directement liées à l'exécution des présentes.

L'engagement de confidentialité est exigible pendant toute la durée contractuelle et 5 ans suivant le terme du marché concerné.

Il lui est interdit :

- de communiquer le planning des tournées de prélèvements d'échantillons d'eaux hormis pour les prélèvements nécessitant une prise de rendez-vous pour accéder aux points de prélèvements, afin de respecter le caractère inopiné des contrôles ;
- de communiquer les résultats d'analyses à d'autres destinataires que le pouvoir adjudicateur, le responsable de la piscine ou de la baignade ou le responsable de la production et du conditionnement de l'eau minérale naturelle ;
- de communiquer les renseignements, documents et objets dont il a pris connaissance dans le cadre de l'exécution de la prestation ou en raison de sa présence sur les installations ;
- d'exploiter des données analytiques issues du contrôle sanitaire sans accord préalable du pouvoir adjudicateur. L'utilisation des données à des fins commerciales (transmission de données à façon...) est strictement prohibée ;
- de répondre aux sollicitations directes du PRPDE, du responsable de la piscine ou de la baignade ou du responsable de la production et du conditionnement de l'eau minérale naturelle quant à l'exécution de chaque marché,
- de répondre aux sollicitations des médias quant aux données de qualité de l'eau.

Le pouvoir adjudicateur pourra librement utiliser les résultats, même partiels, des prestations. Il pourra communiquer à des tiers les résultats des prestations, notamment les documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du marché concerné. Il pourra par ailleurs librement publier les résultats des prestations.

ARTICLE 16 : Documentation

Le titulaire cède sans restriction au pouvoir adjudicateur le droit de dupliquer la documentation fournie pour un usage interne.

ARTICLE 17 : Régime général de protection des données

Il appartient à l'ARS Corse de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le titulaire aide l'ARS Corse à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

En application de l'article 33 du RGPD, le titulaire notifie à l'ARS Corse toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 48 heures après en avoir pris connaissance, par courrier électronique.

En application de l'article 28 du RGPD, au terme de l'exécution du présent accord-cadre, et selon le choix de l'ARS Corse, le titulaire doit :

- ☒ Détruire toutes les données à caractère personnel ;
- ☐ Envoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

ARTICLE 18 : Règlement des litiges

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire de chaque marché, ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

ARTICLE 19 : Contentieux

Tout litige intervenant en cours d'exécution sera réglé selon les dispositions prévues par le CCAG-FCS.

Le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Bastia.

ARTICLE 20 : Dérogations au CCAG-FCS

Articles du CCAP apportant une dérogation	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
Article 3	Article 4.1 du CCAG-FCS
Article 4.2	Article 13.3 du CCAG-FCS
Article 6.4.2	Article 10.2.2 du CCAG-FCS
Article 7	Article 11 du CCAG-FCS
Article 9	Article 14 du CCAG-FCS
Article 15	Articles 5.1 et 5.2 du CCAG-FCS